



## SÉCURITÉ



**La Coalition islamique militaire contre le terrorisme (CIMCT) lance l'initiative « Soutien » pour fournir des équipements militaires aux forces dédiées à la lutte contre le terrorisme en République togolaise**

PAGE 9

## PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

**Couture et autonomisation : l'inspirante histoire de Maneh N'gbayor M'moidain à Guérin-Kouka**

Partout en Afrique, que ce soit dans les quartiers urbains ou dans les zones rurales, la couture transcende les simples points et coutures pour devenir ...

PAGE 2

## INTERNATIONAL

Côte d'Ivoire/RHDP

**Alassane Ouattara fait le ménage au sein du parti**

Après la fronde des législatives de décembre 2025, Alassane Ouattara passe en mode ...

PAGE 4

## Lutte contre le terrorisme

**La coopération judiciaire avec la France représente un atout précieux**

« Face au terrorisme et aux ingérences, la France se tient aux côtés du Togo ». Ces mots, publiés le mercredi 13 mai 2026 sur X par le ministre français de la Justice Gérard Darmanin, après sa rencontre avec son homologue togolais Pacôme Yawovi Adjourouvi, résument l'esprit d'une coopération judiciaire active.



PAGE 3



Togo-Allemagne

**Yackoley Johnson se félicite d'un partenariat d'excellence**

Dans le cadre de la redynamisation et de la consolidation des relations de coopération entre le Togo et l'Allemagne, Serap Güller, vice-ministre des Affaires étrangères de la République fédérale ...

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

**Droits humains : le Mali s'inspire de l'expérience togolaise à Lomé**

Une délégation du ministère malien de la Justice et des Droits de l'Homme séjourne à Lomé, depuis le 11 mai. Ceci, dans le cadre d'une mission d'échange sur les mécanismes de promotion et de protection des droits humains. La visite, prévue jusqu'au 16 mai, vise à renforcer les capacités institutionnelles du Mali à travers le partage de bonnes pratiques.

Au cours de leur séjour, les responsables maliens participent à des séances de travail et à des visites de terrain. Ils s'imprègnent des outils développés par le Togo en matière de suivi, de protection et de monitoring des violations des droits humains.

Selon la cheffe de la délégation, Dansoko Marie Thérèse, cette initiative doit permettre l'appropriation de dispositifs opérationnels efficaces pour améliorer la gouvernance des droits humains au Mali.

Pour le Togo, cette mission confirme l'intérêt régional pour son expérience récente en matière de consolidation institutionnelle des droits fondamentaux.

La délégation visitera également la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), afin de mieux comprendre son fonctionnement et son rôle dans la protection des citoyens.

## TRIBUNE

**Chaque enfant a le droit de vivre en sécurité chez lui**

En temps de conflit comme en temps de paix, les droits de l'enfant doivent demeurer une priorité absolue pour toute nation. Sans distinction de nationalité, d'appartenance politique ou de situation géographique, chaque enfant possède les mêmes droits fondamentaux : à la sécurité, à la famille ...



PAGE 8



## SOMMAIRE

Afrique du Sud/Kemi Seba  
Kemi Seba craint pour sa vie s'il est extradé  
vers le Bénin



P 4

Commerce  
Le déficit commercial de l'Afrique avec la Chine  
bondit de 48 % début 2026



P 10

Intoxication aux métaux lourds  
Les différents types de marmites recommandées  
pour une cuisson sécurisée



P 10

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

## Couture et autonomisation : l'inspirante histoire de Maneh N'gbayor M'moidain à Guérin-Kouka

**Partout en Afrique, que ce soit dans les quartiers urbains ou dans les zones rurales, la couture transcende les simples points et coutures pour devenir un moyen permettant aux femmes et aux hommes de s'autonomiser. C'est dans ce paysage riche en couleurs et en traditions que réside l'histoire inspirante de Maneh N'gbayor M'moidain, une couturière passionnée à Guérin-Kouka au Togo. Son parcours, jalonné de défis de résilience, témoigne de l'importance de la couture pour les communautés en Afrique et de l'impact transformateur des produits de la FNFI.**

### Détermination et formation

Maneh N'gbayor M'moidain a ouvert son propre atelier de couture il y a à peine 3 ans, mais son parcours vers l'autonomisation a commencé bien avant. Ayant grandi dans une famille où, à l'époque, l'éducation des filles était limitée, elle a dû faire preuve d'une détermination sans faille pour poursuivre sa passion. "La couture a toujours été ma passion depuis que je suis toute petite", confie-t-elle. "Même si je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école, je me suis inscrite très tôt auprès d'une maîtresse couturière

pour apprendre l'art de la couture."

Sa détermination l'a conduite à commencer sa formation en couture dès 2005 dans le canton d'Adjengré, un canton de la préfecture de Sotouboua. Malgré les difficultés rencontrées en chemin, Maneh a persévéré et a continué à parfaire ses compétences. En 2008, elle a déménagé à Guérin-Kouka, où elle a trouvé un terreau fertile pour développer son talent. "La couture n'est pas seulement un métier pour moi, c'est ma façon de contribuer à ma communauté et de réaliser mes rêves", explique-t-elle.

### Surmonter les obstacles financiers avec l'accompagnement du FNFI

Cependant, comme de nombreux artisans en Afrique, Maneh a été confrontée à des obstacles financiers qui entravaient sa croissance professionnelle. C'est là qu'intervient le rôle déterminant des produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). En 2017, Maneh est devenue bénéficiaire du FNFI, un moment décisif dans sa vie professionnelle. "Recevoir l'accompagnement du FNFI a été comme un rayon de

soleil après une tempête", dit-elle avec émotion dans sa langue maternelle. "Cela m'a donné les moyens de concrétiser mes aspirations entrepreneuriales."

Grâce au produit AJSEF (Accès des Jeunes aux

Services Financiers), tout. Cet apport financier lui a permis d'investir dans des outils de travail tels que des fils et autres et d'élargir sa clientèle.

### Réalisation de Son Rêve

Cependant, pour Maneh,

chaque fin du mois."

### Conclusion

L'histoire de Maneh N'gbayor M'moidain illustre parfaitement l'importance de la couture pour les communautés en Afrique et



Maneh N'gbayor M'moidain et ses apprentis

le véritable succès ne réside pas seulement dans les chiffres, mais dans le fait d'être maintenant le propriétaire de son propre atelier, construit sur ses propres fonds. "Avoir mon propre espace de travail est un rêve devenu réalité depuis un an", dit-elle avec un large sourire. "Je ne suis plus une locataire. Aucun propriétaire ne vient plus se présenter

l'impact positif des produits de la FNFI. Sa détermination, associée à l'opportunité offerte par le FNFI, a non seulement transformé sa vie, mais a également inspiré de nombreux autres artisans à poursuivre leurs rêves avec audace et détermination selon ses dires. En fin de compte, c'est une histoire de résilience, de passion et de possibilités infinies.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
Amah Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## Togo-Allemagne

## Yackoley Johnson se félicite d'un partenariat d'excellence

**Dans le cadre de la redynamisation et de la consolidation des relations de coopération entre le Togo et l'Allemagne, Serap Güller, vice-ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne a effectué une visite au Togo, visite au cours de laquelle elle a eu une séance de travail bilatérale, le 12 mai 2026, avec Yackoley Johnson, ministre délégué en charge de la Coopération.**

À l'centre de ces échanges, il y avait la sécurité régionale, la coopération bilatérale et le processus de restitution de biens culturels et de restes humains. La République fédérale d'Allemagne a réitéré son engagement à soutenir le Togo dans sa marche vers le développement. « C'est avec une immense joie et une grande fierté qu'au nom du gouvernement togolais et en mon nom personnel, je souhaite la plus cordiale des bienvenues à Lomé à Madame Serap Güller et à la délégation qui l'accompagne », a déclaré Yackoley Johnson.

Le ministre a exprimé sa sincère reconnaissance à la délégation allemande pour cette visite, qui témoigne de la vitalité, de la solidité et de la profondeur historique du partenariat germano-togolais, un lien qui a su évoluer pour devenir aujourd'hui un modèle de coopération bilatérale en Afrique de l'Ouest. Il a également exprimé, au nom du président du Conseil Faure Gnassingbé, et au nom du gouvernement, la profonde

gratitude du gouvernement togolais au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour son engagement sans cesse renouvelé à accompagner le Togo dans ses efforts de développement économique et social inclusif et durable.

Cet engagement témoigne de l'excellence de la coopération entre les deux pays, une coopération qui se renforce d'année en année. Yackoley Johnson s'est réjoui de la qualité des relations d'amitié que les deux gouvernements ont su préserver et surtout renforcer dans un contexte mondial en perpétuelle mutation pour en faire des relations privilégiées à travers des visites d'Etat au plus haut niveau et l'institutionnalisation des rencontres périodiques telles que les dialogues stratégiques, les consultations et les négociations intergouvernementales.

« En 2021, nos deux gouvernements s'étaient déjà engagés à mettre en œuvre le partenariat pour les réformes sur la période 2021-2024 à travers une matrice avec des indicateurs et des cibles bien déterminés. Ce nouveau paradigme de coopération a conduit nos deux pays à concentrer davantage leur coopération bilatérale autour de deux pôles prioritaires en lien avec la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, à savoir encourager les réformes pour soutenir les investissements privés au Togo et faire de la décentralisation et du développement des territoires des leviers de croissance

inclusive et durable », a indiqué le ministre délégué. L'officiel a salué la permanence du dialogue

technique et de la formation professionnelle, l'agriculture, la santé, l'énergie, la sécurité alimentaire et



Yackoley Johnson (à droite) et Serap Güller (Crédit photo : diplomatie.gouv.tg)

stratégique entre les autorités des deux pays à travers les négociations intergouvernementales dont les dernières datent de novembre 2025 à Berlin et exprimer la gratitude du gouvernement togolais à l'Allemagne pour ses nouveaux engagements suite à ces négociations, qui s'élèvent à 50,3 millions d'euros.

Ces résultats témoignent de la sincérité et de la confiance dans le partenariat entre l'Allemagne et le Togo, fruit d'une longue tradition d'amitié et de fraternité qui s'adapte aux enjeux et aux défis du moment et dont le dynamisme s'est traduit par un portefeuille global en cours de 530,91 milliards de F CFA.

Sur le chantier du développement économique et social, le gouvernement allemand, à travers la coopération technique et financière, apporte au Togo un appui inestimable dans les secteurs stratégiques tels que l'enseignement

la décentralisation, avec un impact notable sur les conditions de vie des populations togolaises. Il salue particulièrement l'appui de l'Allemagne à la politique de formation professionnelle impulsée par le président du Conseil, lequel appui a permis la construction et la réhabilitation des centres de formation professionnelle dans les 5 régions économiques du Togo. En effet, le Cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) réalisé au Togo en 2022 a révélé que 60% de la population a moins de 25 ans. Cette jeunesse constitue une priorité pour le gouvernement, qui met tout en œuvre pour accroître les investissements en matière de formation professionnelle afin de répondre à la demande du marché de l'emploi.

« Votre présence s'inscrit dans un contexte régional complexe marqué par les menaces sécuritaires dans le Sahel et la progression des

menaces terroristes vers nos pays côtiers. Dans ce contexte et pour apporter sa contribution à la stabilité régionale, le Togo a lancé le 18 avril passé sa nouvelle stratégie Togo-Sahel 2026-2028 visant à faire de notre pays un pont entre les Etats du Sahel et le reste du monde. Nous apprécions le soutien technique de l'Allemagne dans la sécurisation de nos frontières Nord et la lutte contre l'extrémisme violent », a affirmé le ministre Johnson.

Il a réitéré au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la profonde gratitude du gouvernement et du peuple togolais pour son appui sans cesse renouvelé dans la quête permanente du mieux-être des Togolais. Ce fut aussi l'occasion pour lui de témoigner la reconnaissance de la partie togolaise à toute l'équipe de l'ambassade d'Allemagne au Togo, à commencer par l'ambassadeur Dr. Claudius Fischbach, pour la franche et étroite collaboration qui permet aux deux parties de faire des progrès dans le cadre de la coopération.

Yackoley Johnson a également félicité l'ensemble des équipes de la KfW et de la GIZ aussi bien à Lomé qu'en Allemagne pour leur dévouement dans la mise en œuvre des projets définis au titre de la coopération entre la République togolaise et la République fédérale d'Allemagne.

**Edem Dadzie**

## Lutte contre le terrorisme

## La coopération judiciaire avec la France représente un atout précieux

**« Face au terrorisme et aux ingérences, la France se tient aux côtés du Togo ». Ces mots, publiés le mercredi 13 mai 2026 sur X par le ministre français de la Justice Gérard Darmanin, après sa rencontre avec son homologue togolais Pacôme Yawovi Adjourouvi, résument l'esprit d'une coopération judiciaire active.**

Elle s'inscrit dans un cadre historique dense, nourri par des décennies de liens institutionnels, de formation des magistrats et d'échanges d'expertise juridique. Mais le contexte sécuritaire régional lui confère aujourd'hui une urgence nouvelle.

Sur le plan pénal, les deux pays coopèrent dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale, échanges

d'informations, exécution de commissions rogatoires, extraditions et remises de personnes recherchées. Une



Pacôme Yawovi Adjourouvi (à gauche) et son homologue français Gérard Darmanin (Crédit photo : www.republicoftogo.com)

coopération qui prend tout son sens dans un contexte où les réseaux criminels et terroristes opèrent de plus en plus au-delà des frontières nationales.

La menace terroriste, priorité commune

Le Togo fait face depuis plusieurs années à des

incursions terroristes à ses frontières nord, alimentées par la déstabilisation du Sahel. Dans ce contexte, la coopération judiciaire avec la France, qui dispose d'une

expertise reconnue dans la lutte contre le financement du terrorisme, le suivi des combattants étrangers et la gestion des dossiers de radicalisation, représente un atout précieux pour Lomé.

La référence aux « ingérences » dans la déclaration de Darmanin est également significative. Elle renvoie à une préoccupation partagée par les deux pays face aux tentatives de déstabilisation de régimes étrangers qui ciblent les États africains alliés de la France et cherchent à fragiliser leurs institutions judiciaires et sécuritaires. Au-delà de la coopération opérationnelle, la France accompagne le Togo dans la modernisation de son système judiciaire.

Des programmes de formation des magistrats togolais sont régulièrement organisés, en France et sur place, avec l'appui de l'École nationale de la magistrature (ENM) française. Des échanges portent également sur la réforme des Codes de procédure, la lutte contre la corruption et le renforcement de l'indépendance de la justice.

Cette rencontre parisienne s'inscrit dans la dynamique insufflée par la visite de Jean-Noël Barrot à Lomé en avril dernier, première visite d'un chef de la diplomatie française à Lomé depuis vingt ans.

**Avec www.republicoftogo.com**

**Bénin/Opposition****Les FCBE rejoignent la majorité**

À quelques jours de l'investiture de Romuald Wadagni, le dernier parti d'opposition encore actif sur la scène politique tourne le dos à ses adversaires. Les Démocrates, seuls survivants d'une opposition exsangue, restent debout, mais sans siège, sans tribune, sans relais.

C'est le coup de théâtre qui parachève une recomposition politique annoncée de longue date. Réunis en conseil national le samedi 9 mai à Cotonou, sous le thème éloquent « La FCBE (Force cauris pour un Bénin émergent) face à la nouvelle configuration politique : résilience ou nouvelle posture », les Forces cauris pour un Bénin émergent ont officialisé leur ralliement à la majorité présidentielle. La décision prendra effet le 24 mai 2026, jour de la prestation de serment du président

élu Romuald Wadagni. La nouvelle ne surprend qu'en apparence. Depuis le code électoral controversé de 2018, le parti FCBE n'avait pu participer aux législatives de 2019, privé de certificat de conformité. Aux scrutins du 11 janvier 2026, le parti n'avait décroché ni siège à l'Assemblée nationale ni élu dans les conseils communaux, avec seulement 4,78 % des suffrages. À la présidentielle du 12 avril, son candidat Paul Hounkpè n'avait obtenu que 5,73 % des voix, contre 94,27 % pour Romuald Wadagni. Dix jours plus tard, Hounkpè démissionnait de la tête du parti.

Pour justifier ce repositionnement, les responsables du parti invoquent les accords de gouvernance conclus avec les formations

de la majorité, l'Union progressiste le Renouveau et le Bloc républicain. Mais certains cadres sont plus



Les dirigeants de la FCBE

directs. « L'opposition ne nous a rien apporté en dix ans », confie l'un d'eux. Prosper Adoukonou, secrétaire administratif par intérim, assure néanmoins que « la FCBE ne disparaît pas pour

autant » et conserve son autonomie politique. Ce ralliement laisse Les Démocrates dans une

solitude politique absolue. Exclue du Parlement depuis janvier 2026 et réduite à l'extra-parlementarisme, ils avaient déjà été incapables de présenter un candidat à la présidentielle, faute d'avoir réuni les parrainages

requis. Depuis mars 2024, un candidat doit en effet recueillir l'appui d'au moins 15 % des députés et maires, un seuil qui a conduit à l'invalidation de leur candidature.

Le président sortant Patrice Talon affirme avoir engagé des réformes pour « assainir » la vie politique. Mais ses adversaires dénoncent depuis des années un durcissement des règles électorales qui compliquent fortement l'accès au pouvoir pour l'opposition, plusieurs figures critiques ayant été arrêtées ou condamnées à de lourdes peines.

Le 24 mai, Romuald Wadagni héritera d'un pays où l'opposition n'existe plus qu'à l'état de trace. Une exception africaine qui inquiète autant qu'elle interroge.

T.M.

**Côte d'Ivoire/RHDP****Alassane Ouattara fait le ménage au sein du parti**

Après la fronde des législatives de décembre 2025, Alassane Ouattara passe en mode serrage de vis. Une restructuration profonde du parti présidentiel est en cours, avec à la clé un conseil de discipline, une inspection générale et un message sans ambiguïté : personne n'est intouchable.



Alassane Ouattara

Chez les houpouëtistes, l'heure n'est plus aux félicitations. Malgré une victoire confortable aux législatives du 27 décembre 2025, le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) sort du scrutin avec une blessure interne : la multiplication des candidatures dissidentes. Ce ne sont pas moins de 176 cadres et militants, dont 2 secrétaires nationaux, 5 coordonnateurs régionaux et 29 secrétaires départementaux, qui se sont

présentés sous étiquette indépendante, bravant la consigne officielle du parti. La réponse de la direction a été immédiate et chirurgicale. Dans une décision rendue publique le 31 mars 2026 et signée par Gilbert Koné Kafana, le RHDP a signifié que la discipline de parti « n'est pas négociable ». Les sanctions, effectives

présentés sous étiquette indépendante, bravant la consigne officielle du parti. La réponse de la direction a été immédiate et chirurgicale. Dans une décision rendue publique le 31 mars 2026 et signée par Gilbert Koné Kafana, le RHDP a signifié que la discipline de parti « n'est pas négociable ». Les sanctions, effectives

conseil de discipline permanent, une inspection générale du parti, et d'autres instances de contrôle interne. L'objectif : institutionnaliser la rigueur, plutôt que de gérer les crises au cas par cas. Car derrière la fermeté affichée, les observateurs pointent un malaise plus structurel : plusieurs militants dénoncent des choix d'investiture jugés déconnectés des réalités locales, et des candidats officiels incapables de s'imposer face à des figures jouissant d'un ancrage social plus fort. La fronde n'est pas le fruit du hasard, elle est le symptôme d'un parti-État qui peine à réconcilier légitimité institutionnelle et légitimité populaire.

La restructuration se joue aussi dans un contexte plus large. L'après-Ouattara n'est plus une hypothèse lointaine. Il devient un horizon politique concret, redessinant les ambitions, reconfigurant les alliances et exacerbant les rivalités. Déjà, 43 secrétaires départementaux seront remplacés, pour décès, insuffisance de résultats ou indiscipline.

Le message d'Abidjan est clair : le RHDP se prépare à l'avenir, et cet avenir se construira dans la discipline, ou pas du tout.

T.M.

**Afrique du Sud/Kemi Seba****Kemi Seba craint pour sa vie s'il est extradé vers le Bénin**

Arrêté mi-avril à Pretoria en compagnie d'un militant suprémaciste blanc, l'activiste panafricaniste joue sa liberté, et peut-être sa vie, devant une justice sud-africaine prise en étau entre le droit d'asile, les pressions de Cotonou et la géopolitique du Sahel.

Il voulait passer clandestinement le fleuve Limpopo. Il a fini en cellule. Le 13 avril 2026, Kemi Seba a été interpellé dans un centre commercial de Pretoria, avec son fils de 18 ans et François van der Merwe, leader du groupe identitaire afrikaner Bittereinders. Ce dernier avait été payé pour les aider à traverser illégalement la frontière vers le Zimbabwe.

Lors de sa troisième comparution, lundi 11 mai, devant le tribunal régional de Pretoria, l'activiste aux 1,5 million d'abonnés a franchi un cap. Son avocat Bill Kobras a lu devant le tribunal une déclaration sous serment : « J'ai la crainte fondée, non seulement perçue mais réelle, que ma vie soit en danger si je retournais au Bénin sous son administration actuelle. » Kemi Seba affirme n'avoir pas foulé le sol béninois depuis mai 2024, et invoque des persécutions politiques pour justifier son dépassement de visa.

Ce n'est pas un hasard s'il s'accroche à Pretoria. Le Bénin a émis deux mandats d'arrêt à son encontre : le premier pour blanchiment de capitaux, le second, daté du 12 décembre 2025, pour apologie de crime et incitation à la violence, après une vidéo publiée lors de la tentative de coup d'État du 7 décembre au Bénin, dans laquelle il saluait « le jour de la libération ». Le parquet spécial de la Criet confirme travailler à la constitution du dossier d'extradition.

Sa ligne de défense repose sur deux leviers. Une demande d'asile politique a été déposée auprès du ministère de l'Intérieur sud-africain le 28 avril. Parallèlement, il indique que l'ambassade du Niger à Pretoria se dit prête à l'héberger en cas de liberté provisoire, le Niger lui ayant accordé un passeport diplomatique après le coup d'État de 2023, Niamey étant, comme lui, en rupture ouverte avec Paris et les régimes ouest-africains proches de la France.

Le parquet sud-africain, lui, s'oppose à sa liberté sous caution et l'accuse d'avoir planifié des « attaques terroristes » en Europe, accusations que l'intéressé a accueillies avec un éclat de rire dans le prétoire.

L'Afrique du Sud devra arbitrer entre les demandes béninoises, les accusations locales, la défense de Kemi Seba et les risques politiques liés à une extradition. L'audience est renvoyée au 19 mai. Les trois hommes restent derrière les barreaux.

T.M.

## Business

## Le Togo met en avant son industrie cosmétique au salon Beauty Istanbul 2026

**Le Togo a participé, la semaine dernière, au salon international Beauty Istanbul 2026 organisé en Turquie, avec l'ambition de promouvoir le savoir-faire national dans le secteur cosmétique et d'ouvrir de nouvelles perspectives commerciales aux entreprises togolaises.**

La délégation togolaise était conduite par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo). Elle regroupait plusieurs entreprises spécialisées dans la fabrication et la commercialisation de produits cosmétiques. Durant cette rencontre internationale, les exposants togolais ont présenté une diversité de produits "made in Togo", mettant en lumière les capacités de transformation

locale ainsi que la créativité du secteur privé national.

Le salon Beauty Istanbul est considéré comme l'un des grands rendez-vous mondiaux de l'industrie cosmétique. L'édition 2026 a rassemblé plus de 1400 exposants venus de 65 pays, ainsi que des milliers de visiteurs, acheteurs et professionnels du secteur. La plateforme favorise les échanges entre fabricants, distributeurs et investisseurs du Proche-Orient, d'Afrique, des Balkans et d'Asie.

Pour les entreprises togolaises présentes, cette participation représentait une opportunité stratégique. Au-delà de la présentation des produits, le salon a permis de découvrir les nouvelles tendances du marché

international de la beauté, les innovations technologiques ainsi que les exigences liées à la compétitivité mondiale du secteur.

Les opérateurs togolais ont également multiplié les rencontres d'affaires afin de développer d'éventuels partenariats commerciaux et d'explorer de nouveaux débouchés à l'exportation. Dans un contexte marqué par la progression continue du marché mondial des produits cosmétiques, cette présence à Istanbul traduit la volonté des entreprises togolaises de mieux se positionner sur les circuits internationaux.

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo estime que cette participation dépasse le simple cadre commercial.

Selon l'institution, la présence du Togo à Beauty Istanbul contribue aussi à renforcer l'image économique du pays et à valoriser le potentiel de transformation locale porté

secteur cosmétique togolais cherche progressivement à gagner en visibilité sur les marchés extérieurs, tout en affirmant son ambition de devenir un acteur plus



**Le stand du Togo à Istanbul**

par les petites et moyennes entreprises.

À travers cette initiative, le

compétitif dans l'industrie africaine de la beauté.

**E. A.**

## Commerce

## Le déficit commercial de l'Afrique avec la Chine bondit de 48 % début 2026

**Le déséquilibre commercial entre l'Afrique et la Chine continue de se creuser malgré les récentes mesures tarifaires annoncées par Pékin. Selon des données publiées le 8 mai 2026 par l'administration générale des douanes chinoises, le déficit commercial africain vis-à-vis du géant asiatique a progressé de 48,27 % au cours des quatre premiers mois de l'année pour atteindre 36,8 milliards de dollars.**

Cette aggravation intervient dans un contexte marqué par la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. Face au durcissement des droits de douane américains sur les produits chinois,

Pékin cherche désormais à réorienter une partie de ses exportations vers d'autres marchés, notamment africains.

Entre janvier et avril 2026, les exportations chinoises vers l'Afrique ont bondi de 28 %, atteignant 81,82 milliards de dollars. Dans le même temps, les importations chinoises en provenance du continent ont progressé plus modestement, de 14,5 %, pour s'établir à 45,02 milliards de dollars.

Au total, les échanges commerciaux sino-africains ont culminé à 126,84 milliards de dollars sur la période, soit une hausse de 22,8 % par rapport aux quatre premiers mois de 2025.

Au-delà du contexte

géopolitique international, plusieurs experts estiment que ce déséquilibre traduit surtout des fragilités structurelles persistantes dans les économies africaines. Les exportations du continent vers la Chine restent largement dominées par les matières premières brutes, notamment les minerais, les hydrocarbures et certains produits agricoles. À l'inverse, les produits chinois expédiés vers l'Afrique sont principalement des biens manufacturés à forte valeur ajoutée : équipements industriels, appareils électroniques, machines ou encore technologies vertes. Pour tenter de corriger ces déséquilibres, Pékin a progressivement mis en place

un démantèlement tarifaire sur les produits africains. Depuis décembre 2024, la Chine applique un tarif douanier nul sur la totalité des importations provenant des pays les moins avancés ayant des relations diplomatiques avec elle, dont trente-trois pays africains. Depuis le 1er mai 2026, cette mesure a été élargie à l'ensemble des États africains partenaires, à l'exception de l'Eswatini.

Mais ces initiatives suscitent un certain scepticisme. Plusieurs analystes rappellent que 94,5 % des exportations africaines vers la Chine entraient déjà sans droits de douane. Pour eux, la véritable difficulté réside moins dans l'accès au marché chinois que

dans la faible industrialisation du continent et l'absence de transformation locale des ressources naturelles.

Le cabinet Oxford Economics avertissait déjà, dans une étude publiée fin 2025, qu'une poussée massive des exportations chinoises vers l'Afrique pourrait provoquer des tensions commerciales. Certains pays africains pourraient être tentés d'adopter des mesures antidumping ou des politiques favorisant davantage la production locale afin de protéger leurs industries nationales face à la concurrence croissante des produits chinois.

**E. A.**

## Crypto-actifs

## Les banques centrales africaines plaident pour une régulation concertée

**Réunis à Dakar à l'initiative de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), les gouverneurs de plusieurs banques centrales africaines ont appelé à une coopération renforcée face à l'essor des crypto-actifs et des innovations numériques. Au terme d'une conférence internationale organisée le 8 mai 2026, les responsables monétaires ont insisté sur la nécessité de concilier l'innovation technologique, la stabilité financière et la protection des consommateurs.**

La table ronde consacrée aux implications des crypto-actifs pour les banques centrales a réuni le gouverneur de la Bceao, Jean-Claude Kassi Brou, ainsi que ses homologues de la BEAC, de Maurice, du Liberia, du Mozambique et de São Tomé-et-Principe. Les échanges, modérés par l'ancien vice-gouverneur de la Bceao Norbert Toé, ont porté sur les défis liés à la régulation, à la

supervision financière et à la souveraineté monétaire.

Les participants ont reconnu que les innovations numériques transforment profondément les systèmes financiers africains. Selon eux, ces technologies offrent des perspectives importantes en matière d'inclusion financière, de modernisation des paiements et d'accès aux services bancaires, notamment pour les

populations encore éloignées des circuits financiers classiques.

Toutefois, les gouverneurs ont mis en garde contre les risques associés à l'expansion rapide des crypto-actifs. La volatilité des monnaies numériques, les cybermenaces, le blanchiment de capitaux et certaines fragilités opérationnelles demeurent des sujets de préoccupation pour les autorités monétaires africaines.

Face à ces enjeux, les responsables des banques centrales ont plaidé pour la mise en place de cadres réglementaires adaptés aux évolutions technologiques et conformes aux standards internationaux. Ils ont

également insisté sur la nécessité de préserver la confiance dans les institutions financières à travers des mécanismes de contrôle plus efficaces et une meilleure supervision des acteurs du secteur.

Les discussions ont aussi mis en avant l'importance du renforcement des capacités techniques des institutions financières africaines, du développement de systèmes de paiement interopérables et de la coopération entre régulateurs, partenaires internationaux et acteurs privés.

À Dakar, les gouverneurs ont réaffirmé leur volonté d'accompagner les mutations numériques tout

en préservant la stabilité monétaire et la sécurité des systèmes financiers africains.

Dans un contexte mondial marqué par l'accélération des usages numériques, les banques centrales africaines cherchent désormais à bâtir une réponse commune capable de sécuriser les transactions tout en favorisant l'innovation. Cette approche concertée traduit la volonté des autorités monétaires du continent d'éviter les déséquilibres financiers, sans freiner l'émergence de nouveaux outils susceptibles de soutenir la croissance économique africaine à long terme.

**E. A.**

## Approvisionnement en eau potable

# Le Togo persévère dans sa progression

**Définie comme l'approvisionnement et la distribution d'eau conforme aux normes sanitaires vers les consommateurs, la desserte en eau potable connaît une dynamique d'amélioration au Togo. Impulsé par plusieurs initiatives incluant l'investissement et l'innovation, l'accès à l'eau potable s'améliore dans les milieux urbains comme ruraux. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les avancées et les initiatives du gouvernement pour assurer une eau de qualité à moindre coût à la population.**

% en trois ans signifie que des milliers de personnes supplémentaires accèdent à un service essentiel. Chaque point gagné représente des villages desservis, des quartiers raccordés, des forages réalisés ou réhabilités. Pour les habitants, cette progression se traduit

des enfants aux adultes. L'eau potable est alors bien plus qu'un besoin vital. Elle constitue un socle sur lequel repose le développement humain. En facilitant l'accès à cette ressource fiable, l'État crée les conditions d'une société plus résiliente et plus équitable.

pour toute sa population. Et depuis, les initiatives n'ont cessé de se multiplier.

Dans sa quête d'une solution pour améliorer l'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement, le Togo s'appuie depuis nombre d'années sur les partenaires au développement.

Pour améliorer le système de gouvernance de l'eau potable, et assurer aux populations un cadre de vie plus assaini, il a été mis en place en 2005 la Société de patrimoine Eau et Assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-Eau), dont la mission est d'assurer une meilleure gestion et le développement de l'eau.

En 2014, le gouvernement togolais, avec l'appui de l'Union européenne (UE), a lancé le projet « Eau et Assainissement », couvrant la période (2014-2020), pour relever le défi du développement durable, en relation avec l'eau et l'assainissement dans le pays.

En 2020, c'est l'Agence française de développement (AFD) qui s'est illustrée aux côtés du pays, avec un financement de 6,5 milliards de FCFA pour



Faure Gnassingbé lance des travaux d'infrastructures d'eau à Akparé

Dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), l'accès universel à l'eau potable devient un défi pour le Togo. Pour le relever, le gouvernement ne cesse de multiplier des initiatives visant à améliorer la desserte en eau potable. Le pays s'efforce de mieux gérer ses ressources en eau potable et d'en assurer la disponibilité aux populations.

Pendant longtemps, de nombreuses localités, surtout dans les zones éloignées de la capitale, ont souffert d'un accès limité à l'eau potable. Des femmes et des enfants parcouraient des kilomètres pour revenir avec une eau souvent insalubre.

Face à cette situation, le gouvernement a engagé une politique vigoureuse d'investissement, permettant de multiplier les points d'eau, d'étendre les réseaux de desserte et de réhabiliter des infrastructures obsolètes. Depuis, de nombreuses zones jadis oubliées bénéficient désormais d'une eau saine, régulière et accessible.

### Une hausse de la desserte nationale

Le taux de desserte nationale en eau potable est un indicateur essentiel des efforts engagés dans le secteur. Il mesure la proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée, conforme aux normes de salubrité. Il ne s'agit pas seulement de la présence d'eau, mais de la garantie d'une eau propre, accessible et sécurisée pour les usages domestiques.

Au Togo, le taux de desserte nationale est passé de 70,8 % en 2024 à 71,8 % en 2025, pour atteindre une projection de 72 % en 2026. Cette évolution, en apparence modeste, traduit une transformation progressive des conditions de vie des populations.

Derrière ces pourcentages se dessine une réalité concrète : celle de ménages qui n'ont plus à parcourir de longues distances pour s'approvisionner, de familles qui consomment une eau de meilleure qualité et de communautés qui gagnent en autonomie. Une augmentation qui change le quotidien. Le passage de 70,8 % à 72

par un gain de temps considérable. Les longues corvées d'eau, souvent assumées par les femmes et les enfants, s'allègent progressivement. Ce temps libéré peut être consacré à des activités productives, à l'éducation ou à la vie familiale.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable a également

### Un engagement de deux décennies

Avec les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le Togo s'est engagé depuis 2005 pour une gestion rationnelle de ses ressources en eau potable.



Le président Conseil s'assure des travaux d'eau potable sur le terrain

des effets directs sur la santé. Elle réduit l'exposition aux maladies hydriques, améliore les conditions d'hygiène et contribue à une meilleure qualité de vie pour tous,

À partir de 2015, et avec les Objectifs de développement durable (ODD), le pays travaille à relever, à l'horizon 2030, le défi d'un accès qualitatif et quantitatif à l'eau potable

la construction de 400 forages.

Dans la même logique, la Chine s'est engagée depuis 2024 pour la réalisation de plus de 300 forages dans la région des

Plateaux afin d'améliorer l'accès des populations à l'eau potable. Ce projet, piloté par l'ambassade de Chine et le gouvernement togolais, vise à améliorer l'accès de la population à l'eau potable, à soutenir les objectifs

Il s'agit là d'un autre défi. De façon méthodique, les autorités togolaises sont également arrivées à mieux connaître les ressources en eau potable du Togo, à les mobiliser, à les exploiter et à les gérer pour assurer un meilleur

équipés de pompes à motricité humaine ont été réalisés en milieu rural, faisant passer sur l'année le nombre total de forages à 11 600 dans ces zones, pour environ 2 millions de personnes. En outre, 3200 forages en

gouvernement. Faiblement représentée sur l'étendue du territoire national en 2005, avec seulement 23 agences, la TdE a aujourd'hui fait passer à 53 ses agences, avec à la clé la modernisation de ses infrastructures et de ses services. On note, entre autres, la digitalisation des services avec possibilité pour le client de faire ses demandes en ligne et de pouvoir payer ses factures via Mobile Money.

Dans la foulée, la société a fait passer le coût de branchement au réseau d'eau potable urbain de 100 000 FCFA à 75 000 FCFA, donnant un coup de pouce au taux de branchement qui a connu une croissance de plus de 30 % en 15 ans. Aujourd'hui et avec les efforts, l'institution dispose d'une présence dans les cinq régions du pays (Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes) sans oublier le Grand Lomé.

#### Des difficultés persistantes

Si les efforts consentis pour l'accès à l'eau potable sont indéniables, les défis n'en demeurent pas moins. Ils sont relatifs à l'insuffisance des infrastructures, au peu d'entretien, à la

souvent dépendants de l'aide extérieure, et le changement climatique entravent également l'atteinte des objectifs.

Ces difficultés susmentionnées ont pour conséquences, la persistance des zones peu desservies, surtout dans les milieux ruraux. Dans les milieux urbains, elles se caractérisent par des interruptions d'eau potable à la pompe.

Face à ces défis, il urge donc pour le gouvernement de poursuivre les initiatives et d'intensifier les efforts pour assurer l'accès à l'eau potable à tous. Aussi, l'investissement dans les infrastructures, la protection des ressources en eau, la promotion de bonnes pratiques d'hygiène, et l'implication des communautés deviennent des leviers essentiels pour relever le défi, celui d'un accès à l'eau potable à toute la population à l'horizon 2030.

Quant au gouvernement, il entend relever les défis par la construction des systèmes d'approvisionnement durables, la réduction de la pollution de l'eau, l'intensification de l'éducation de la population et la mise en



Travaux de réalisation de forage au nord Togo

du gouvernement, à améliorer les conditions de vie en milieu rural et à réduire la propagation des maladies d'origine hydrique. À terme, 173 973 personnes réparties dans 285 villages seront touchées.

Au-delà de la Chine, d'autres partenaires à l'instar de l'Union européenne, du Pnud et de la Banque mondiale soutiennent également le pays dans sa politique d'accès universel à l'eau potable.

Aujourd'hui, le pays exécute des initiatives telles que le plan national de dotation en eau potable et le plan directeur de l'eau pour le Grand Lomé. Avec le Projet d'amélioration de la sécurité hydrique en milieu urbain (Pash-Mut), par exemple, le pays cible les populations du Grand Lomé.

Dotée d'un financement de 46 milliards de francs CFA, l'initiative s'étale sur une période de 6 ans et repose sur des composantes comme l'amélioration de l'accès à l'eau potable ; le renforcement de la qualité des services de distribution ; l'extension de l'assainissement ; la gestion durable des ressources hydriques...

**Connaître les ressources hydriques pour mieux servir**

accès.

Pour lutter contre la pénurie d'eau dans la ville d'Anié par exemple, la Togolaise des Eaux (TDE) a procédé en 2021 à l'installation des équipements de production. Les travaux qui ont consisté en l'installation d'une pompe immergée dans le barrage de la localité permettent depuis quelques années d'assurer aux populations de la localité un meilleur accès à l'eau potable. C'est aussi le cas du fleuve Zio, qui permet aussi de desservir les zones environnantes à travers un système de stockage et de traitement.

En amont, d'autres initiatives ont consisté en la réhabilitation des structures défectueuses et à la construction de nouvelles, pour élargir l'accès à l'eau potable.

Grâce aux divers projets, dont le Projet d'aménagement urbain (PAU) lancé en 2015, le programme d'appui aux populations vulnérables en 2017, le PASSCO 1 et plus récemment le PASSCO 2 en 2021, au moins 300 000 personnes supplémentaires ont accès à l'eau potable dans le pays.

Mais bien avant, notamment en 2019, plus de 5000 nouveaux forages

panne réhabilités avaient permis de faire passer le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural de 21 % en 2005 à 69 % début 2020.

Pendant ce temps, d'autres projets ont été initiés en milieu semi-urbain, toujours avec pour finalité d'accroître significativement l'accès des populations à l'eau potable. Ce fut le cas de



Une pompe à motricité humaine pour la population

221 mini-adductions d'eau réalisées en milieu semi-urbain en 2019.

#### Quid de la contribution de la TDE ?

Société de production et de fourniture de l'eau potable, les efforts de la Togolaise des Eaux (TdE) ne sont pas négligeables dans la politique d'accès à l'eau potable du

gestion des ressources, à la contamination de l'eau, et aux contraintes financières et budgétaires.

Le manque d'entretien, l'exposition des réservoirs à la poussière, et les pratiques d'hygiène peu appropriées contaminent l'eau à proximité des points d'eau. Les contraintes budgétaires et le manque d'investissements publics,

œuvre des services plus accessibles, notamment pour les populations vulnérables.

Ce faisant, il s'inscrit en droite ligne de l'objectif de développement durable 6, qui vise, à l'horizon 2030, l'accès universel à une eau de qualité et à moindre coût.

**Caleb Akponou**

# Chaque enfant a le droit de vivre en sécurité chez lui

**En temps de conflit comme en temps de paix, les droits de l'enfant doivent demeurer une priorité absolue pour toute nation. Sans distinction de nationalité, d'appartenance politique ou de situation géographique, chaque enfant possède les mêmes droits fondamentaux : à la sécurité, à la famille, à l'éducation et à un avenir sans crainte. Lorsque des enfants sont victimes de la guerre, leur protection n'est pas seulement une responsabilité nationale, mais aussi un devoir partagé par l'ensemble de la communauté internationale.**

forcé d'enfants ukrainiens vers la Russie ou des territoires temporairement sous contrôle russe. Pour ces enfants, cette situation a signifié non seulement un déplacement, mais aussi la séparation d'avec leur famille, la perte de leur communauté et une atteinte à leur identité, à leur langue et à leurs liens avec leur foyer. Leur situation nous rappelle que la protection des enfants en situation de conflit n'est pas un principe abstrait, mais une responsabilité humaine qui exige une coopération internationale soutenue.

Les autorités ukrainiennes



**Gwilym Jones, ambassadeur de l'Union européenne au Togo**

L'expulsion illégale et le transfert forcé d'enfants ukrainiens n'ont pas commencé avec l'invasion à grande échelle de la Russie en 2022. Cette pratique a débuté des années auparavant, suite à l'occupation illégale de la Crimée par la Fédération de Russie en 2014. Dès 2015, des preuves attestaient que des enfants ukrainiens étaient emmenés des zones d'Ukraine non contrôlées par le gouvernement et expulsés au-delà des frontières ou transférés plus profondément dans les zones contrôlées par la Russie.

Cette pratique illégale et inhumaine s'est transformée en une violation systématique et à grande échelle des droits des enfants ukrainiens. Aujourd'hui, le ministère de la Justice ukrainien a officiellement confirmé plus de 20 000 cas de déportation et de transfert

et les organisations de la société civile qui travaillent sur ces cas sont confrontées à d'énormes difficultés pour retrouver les enfants emmenés. La Russie n'a pas fourni d'informations exhaustives sur le nombre d'enfants expulsés ou transférés ni sur leur lieu de résidence, ce qui rend leur identification et leur retour extrêmement difficiles. Même lorsque les enfants sont localisés, leur retour chez eux peut s'avérer long et complexe.

C'est pourquoi la coopération internationale est essentielle. Aucun pays confronté à un tel défi ne pourrait y faire face seul. Et aucun enfant ne devrait avoir à attendre que le monde agisse.

C'est dans cette optique que sont lancées l'initiative « Bring Kids Back UA », mise en place par le président ukrainien Zelensky en 2023, et la Coalition internationale

pour le retour des enfants ukrainiens, créée par l'Ukraine et le Canada en février 2024. « Bring Kids Back UA » fournit le cadre national aux efforts déployés par l'Ukraine pour le retour des enfants, le soutien à leur rétablissement et à leur réintégration, ainsi que pour garantir l'obligation de rendre des comptes. La Coalition internationale mobilise le soutien international en faveur de ces objectifs et contribue à traduire l'engagement politique en actions coordonnées. Aujourd'hui, elle rassemble 49 membres, parmi lesquels des États et des organisations internationales. Son action est axée sur l'aide humanitaire : la protection des droits de l'enfant et le respect des normes internationales de protection de l'enfance.

En tant que coprésidents, l'Ukraine et le Canada ont œuvré de concert pour bâtir et pérenniser la Coalition, élargir la participation internationale, maintenir le retour des enfants ukrainiens au cœur des priorités mondiales et encourager un soutien concret au traçage des personnes disparues, à leur retour en toute sécurité, à leur réhabilitation, à leur réintégration et à la responsabilisation des auteurs. Ce leadership témoigne d'une conviction simple : les enfants ne doivent jamais être utilisés comme instruments de guerre. L'UE est devenue membre de la Coalition en septembre 2025.

Grâce à des efforts diplomatiques, humanitaires et juridiques soutenus, ainsi qu'à la coopération internationale, plus de 2 130 enfants ukrainiens ont pu rentrer chez eux et bénéficier d'un accompagnement dans le cadre de programmes de réhabilitation et de réintégration. Pour chaque enfant, le retour au foyer représente la restitution de quelque chose d'irremplaçable : l'amour de la famille, la familiarité de la langue et de la culture, et la possibilité de grandir là où est sa place.

Mais ce ne sont là que

quelques exemples. Beaucoup d'enfants restent sous contrôle russe, déportés ou piégés dans les territoires ukrainiens temporairement occupés. Relever ce défi exige une réponse véritablement mondiale. Protéger les enfants en situation de conflit n'est pas la responsabilité d'un seul acteur ; c'est un devoir partagé, ancré dans les droits humains universels et nos valeurs communes.

C'est pourquoi nous encourageons les pays du monde entier à s'engager auprès de la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, que ce soit en tant que membres ou observateurs. Nous reconnaissons également que de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient apportent une expérience précieuse sur cette question. Qu'il s'agisse d'efforts de consolidation de la paix et de réconciliation ou de programmes de protection et de réintégration des enfants après un conflit, de nombreux pays ont fait preuve, au fil du temps, d'un leadership exemplaire en matière de protection des enfants vulnérables et de reconstruction des communautés.

La Coalition n'est pas seulement une plateforme de soutien au retour des enfants ukrainiens ; c'est aussi un espace d'échange d'idées et de renforcement des approches internationales en matière de protection de l'enfance dans les conflits. Les pays membres peuvent partager leurs points de vue et les enseignements tirés de leurs propres expériences. Si le conflit en Ukraine constitue notre point de départ, notre objectif est plus large : renforcer les pratiques internationales afin que les enfants soient mieux protégés dans tous les conflits.

La participation offre également la possibilité de collaborer à l'élaboration de cadres juridiques et institutionnels visant à protéger les enfants. Partout dans le monde, les

gouvernements ont mis en place des stratégies pour retrouver les familles, faciliter le retour des enfants déplacés, assurer leur réadaptation psychologique et préserver leur identité culturelle. En rassemblant ces expériences, la Coalition entend renforcer les normes internationales et les mécanismes pratiques qui contribuent à garantir le respect des droits de l'enfant dans tous les conflits.

La Coalition continue d'étendre cette collaboration. Une réunion de haut niveau de la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens - co-organisée par l'UE, l'Ukraine et le Canada - s'est tenue le 11 mai 2026 à Bruxelles, réunissant les partenaires afin d'examiner les progrès accomplis et de définir de nouvelles mesures concrètes pour faciliter le retour des enfants dans leurs familles et leurs communautés.

En définitive, la protection des enfants doit transcender les clivages géopolitiques. Il s'agit d'un impératif humanitaire commun, fondé sur le droit international et sur la reconnaissance que chaque enfant mérite sécurité, dignité et protection.

Nous invitons nos partenaires du monde entier à se joindre à cet effort et à partager leurs points de vue divers, leurs expériences uniques et leur leadership précieux - autant d'éléments essentiels pour que la protection de l'enfance demeure une priorité universelle. En travaillant ensemble, par-delà les régions, les cultures et les clivages politiques, nous pouvons reconstruire l'enfance brisée par les conflits et renforcer le cadre international qui protège les enfants partout dans le monde. Car lorsqu'il s'agit des droits et de la dignité des enfants, notre humanité commune doit toujours primer.

**Gwilym Jones,  
ambassadeur de l'Union  
européenne au Togo**

## La Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme (CIMCT) lance l'initiative « Soutien » pour fournir des équipements militaires aux forces dédiées à la lutte contre le terrorisme en République togolaise

**Face à la persistance des menaces terroristes dans plusieurs régions africaines, la Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme (CIMCT) renforce son appui aux États membres. Réunie à Lomé le 12 mai 2026, l'organisation a officiellement lancé l'initiative « Soutien », un programme destiné à fournir des équipements militaires spécialisés et un accompagnement opérationnel aux forces engagées dans la lutte contre le terrorisme. Cette démarche traduit la volonté commune du Togo et de ses partenaires de consolider les capacités sécuritaires nationales et de promouvoir une coopération internationale plus étroite face aux défis sécuritaires transfrontaliers. Voici le communiqué sanctionnant cette rencontre.**

### Lomé – République togolaise | 12 mai 2026

La Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme (CIMCT) a lancé, ce mardi, dans la capitale togolaise, Lomé, l'initiative de fourniture d'équipements militaires aux forces dédiées à la lutte contre le terrorisme, baptisée « Soutien ». Cette initiative s'inscrit dans le cadre des initiatives stratégiques relevant du domaine militaire de la Coalition, visant à renforcer l'état de préparation des forces nationales des États membres et à accroître leur efficacité opérationnelle face aux menaces terroristes.

La cérémonie de lancement de l'initiative s'est déroulée en présence de Son Excellence Monsieur Calixte Batossie Madjoulba, Ministre de la Sécurité de la République togolaise, ainsi que du Secrétaire général de la Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme, le Général de division Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, aux côtés de plusieurs hauts responsables, personnalités diplomatiques et militaires, ainsi que d'un groupe d'experts et de spécialistes des questions sécuritaires et militaires.

L'initiative « Soutien » s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la Coalition islamique visant à renforcer les capacités militaires des États membres et à soutenir leur préparation opérationnelle dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, à travers la fourniture d'équipements et de matériels militaires spécialisés, de technologies modernes, ainsi qu'un appui logistique intégré contribuant à améliorer l'efficacité des opérations sur le terrain et à renforcer les capacités des forces dédiées à la lutte contre le terrorisme.

L'initiative vise également à mettre en place un cadre opérationnel intégré pour le développement des capacités de combat et à permettre aux parties concernées de bénéficier des meilleures pratiques et expertises militaires modernes, de manière à renforcer la capacité des États membres à faire face aux défis sécuritaires en constante évolution et à soutenir leurs efforts en matière de protection de la sécurité nationale et régionale.

Son Excellence le Ministre de la Sécurité de la République togolaise, Monsieur Calixte Batossie Madjoulba, a expliqué que le terrorisme demeure l'un des défis les plus graves auxquels les États sont confrontés, soulignant que la lutte contre ces menaces transfrontalières exige un renforcement de la coopération internationale, de l'action commune et de la coordination multilatérale. Il a salué l'approche intégrée adoptée par la Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme dans ses quatre domaines : idéologique, médiatique, lutte contre le financement du terrorisme et militaire, précisant que l'adhésion de la République togolaise à la Coalition en 2022 s'inscrit en cohérence avec la vision de son pays visant à renforcer la sécurité et la stabilité.

Il a également indiqué que l'initiative « Soutien » traduit concrètement la vision du Togo fondée sur le triptyque « Protéger, Rassembler, Transformer », à travers le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, la consolidation de la solidarité entre les États membres, ainsi que la contribution à la promotion de la paix, du développement et de la prévention de l'extrémisme. Son Excellence a par ailleurs salué le soutien apporté par le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite et par la Coalition islamique, affirmant l'engagement de la République togolaise à poursuivre la coopération avec ses partenaires afin de renforcer la sécurité collective et de lutter contre le terrorisme.

De son côté, le Secrétaire général de la Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme, le Général de division Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, a expliqué, dans son allocution prononcée lors de la cérémonie de lancement, que la Coalition poursuit la mise en œuvre de ses initiatives

et programmes qualitatifs conformément à une vision stratégique globale fondée sur l'intégration entre ses quatre domaines : idéologique, médiatique, lutte contre le financement du terrorisme et militaire, contribuant ainsi à soutenir les États membres et à leur permettre de faire face aux défis sécuritaires avec efficacité et compétence.

Le Général de division Mohammed bin Saeed Al-Moghidi a ajouté que la concrétisation de l'initiative « Soutien » reflète l'engagement



de la Coalition islamique à renforcer les capacités militaires des États membres, à travers la fourniture d'un soutien qualitatif et le développement de la préparation opérationnelle des forces dédiées à la lutte contre le terrorisme, de manière à suivre l'évolution des menaces et des méthodes des groupes terroristes, tout en contribuant à améliorer l'efficacité des réponses sur le terrain et à renforcer la sécurité et la stabilité aux niveaux régional et international.

L'initiative « Soutien » constitue une extension de la série d'initiatives stratégiques mises en œuvre par la Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme dans le cadre de sa mission visant à unifier les efforts internationaux et à coordonner l'action commune entre les États membres, afin de renforcer l'intégration militaire, de consolider les concepts de coopération et de partenariat dans la lutte contre le terrorisme, et de contribuer à l'édification d'un système de sécurité intégré fondé sur la qualification, le développement et le transfert d'expertises, en vue de parvenir à des sociétés plus sûres, plus stables et plus pacifiques.

## Intoxication aux métaux lourds

# Les différents types de marmites recommandées pour une cuisson sécurisée

**Elles sont sur tous les marchés, légères, bon marché, transmises de mère en fille ; les marmites en aluminium semblent être le choix de la raison. Pourtant, des scientifiques tirent la sonnette d'alarme : fabriquées à partir de déchets recyclés, elles libèrent souvent du plomb, du cadmium et de l'arsenic dans la nourriture. Coup de projecteur sur un danger domestique ignoré, et les gestes simples pour se protéger.**

Imaginez que vous mijotez une sauce gombo bien relevée, avec des tomates bien mûres et un peu de citron. Ce goût acide est un signal d'alarme pour votre marmite. Car l'aluminium, surtout s'il est brut ou usé, n'aime pas l'acidité. Il se corrode et migre dans les aliments. Mais le problème ne s'arrête pas là. Une étude de référence publiée en 2017 dans la revue Science of the Total Environment a analysé 42 marmites artisanales provenant de dix pays en développement (dont le Cameroun, le Ghana, et le Nigeria).

Résultat : 40 sur 42 dépassaient la dose hebdomadaire tolérable d'aluminium fixée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soit 140 mg par semaine pour un adulte de 70 kg. 15 marmites libéraient plus d'1 µg de plomb par portion (250 mL). La plus contaminée atteignait 1426 µg, soit plus de 36 fois la dose journalière recommandée par la Food and drug administration (FDA), une institution américaine chargée de la surveillance des aliments et des médicaments. 10 marmites libéraient du cadmium, 15 de l'arsenic. « Ce n'est pas seulement de l'aluminium que nous ingérons, mais un cocktail de métaux lourds issus du recyclage sauvage », résume un chercheur.

### Une réalité africaine alarmante

En Europe ou aux États-Unis, les marmites en aluminium vendues dans le commerce sont généralement anodisées (traitées pour former une couche inerte) et soumises à des contrôles. En Afrique, la quasi-totalité des marmites provient du secteur informel : des artisans fondent des rebuts (cartes électroniques, blocs moteurs, canettes) dans des fours de fortune. Il n'y a aucune garantie de pureté.

### Cameroun : Des pièces

### automobiles dans vos marmites

Une étude publiée en 2014 dans Science of the Total Environment a analysé 29 marmites artisanales camerounaises. Elles étaient fabriquées à partir de pièces automobiles recyclées et de canettes. Les chercheurs ont mesuré une exposition potentielle au plomb pouvant atteindre 260 µg par portion ; bien au-delà des seuils de sécurité.

### Ghana : Un enfant sur deux a du plomb dans le sang

Entre 2022 et 2023, l'ONG Pure Earth a mené une vaste enquête au Ghana. Sur 3 227 enfants testés, 53,5% avaient un taux de plomb sanguin supérieur à 5 µg/dL, seuil d'alerte de l'OMS. Dans le nord du pays, ce chiffre atteignait 79,7%. Par ailleurs, 77% des marmites testées contenaient un taux de plomb supérieur à 100 ppm, un seuil à partir duquel le relargage devient dangereux.

À savoir : Il n'existe pas de seuil « sans risque » pour le plomb. Même une faible exposition chronique diminue le QI (Quotient intellectuel) des enfants, favorise l'hypertension et les Accidents vasculaires cérébraux (AVC) chez l'adulte.

### Aluminium, plomb, cadmium : Quels effets sur la santé ?

#### L'aluminium : Un neurotoxique accumulé

L'aluminium n'est pas un élément essentiel pour l'organisme. Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire française (Anses) et le site Sante.fr, l'aluminium absorbé en excès est neurotoxique. Il s'accumule dans les os et le cerveau. Chez les personnes dialysées ou exposées professionnellement, des cas d'intoxication se manifestent par des troubles neurologiques (démence, maladie d'Alzheimer) et des fragilités osseuses.

Rappel : Seule une faible fraction de l'aluminium ingéré (0,1 à 1%) passe dans le sang, mais cette petite quantité peut suffire à une intoxication chronique.

#### Le plomb : Le poison du quotidien

L'OMS estime que la moitié des cas de retard mental d'origine environnementale dans le monde sont dus au plomb. Il traverse la barrière placentaire et attaque directement le système nerveux central en développement. Chez l'adulte, il cause l'hypertension, les

troubles de la reproduction et les néphropathies.

#### Cadmium et arsenic : Cancérogènes certains

Le cadmium est classé cancérogène pour l'homme (poumon, rein, prostate). L'arsenic l'est aussi ; il provoque des lésions cutanées, neurologiques et des cancers.

#### Que faire ? Des solutions simples et abordables

Pas de panique, et surtout pas de culpabilité. Mais il est temps d'adopter des gestes qui changent tout. Premièrement, changez vos habitudes de cuisson dès aujourd'hui ; Ne cuisinez jamais d'aliments acides dans une marmite en aluminium nu : tomates, citron, tamarin, vinaigre, sauces aigres-douces. Utilisez plutôt une marmite en inox, en fonte ou en terre cuite pour ces préparations.

Vous devez par ailleurs éviter les mijotages de plus de deux heures : plus la cuisson est longue, plus la migration est forte ; Ne conservez pas les aliments dans la marmite après cuisson. Transvasez dans un récipient en verre ou en inox, Nettoyez sans agresser ; Lavez à l'éponge douce et au liquide vaisselle. Jamais de paille de fer : elle raye la surface, expose l'aluminium brut et augmente la corrosion. Si l'intérieur est rayé, déformé, blanchi ou piqué, remplacez la marmite ; Privilégiez des alternatives saines (et souvent disponibles sur le marché)

Astuce économique : Si vous ne pouvez pas acheter une marmite en fonte, investissez dans une marmite en terre cuite pour vos sauces acides. Elle coûte souvent moins de 5 000 F CFA sur le marché. Assurez-vous qu'elle n'est pas vernie avec un émail contenant du plomb (préférez la terre brute).

#### Une couche protectrice peut tout changer

La même étude de 2017 a montré que l'application d'un revêtement (vernis alimentaire, émail ou céramique) sur une marmite en aluminium réduit la migration des métaux de plus de 98%. Si vous trouvez un artisan capable d'émailler vos marmites, c'est une excellente solution.

#### Sensibilisez votre entourage

Parlez-en à la maternité, à l'école, aux groupes de femmes. Plus l'on sera informé, plus l'on pourra exiger des

marmites saines. Au Ghana, l'ONG Pure Earth a formé des mamans à tester les marmites dans les cantines scolaires et

arsenic) ; Former les fondeurs artisanaux à trier les déchets non pollués (exclure les cartes électroniques, les batteries,



Marmites traditionnelles en terre cuite, produites au Togo (Très recommandée pour la cuisson)/Image trouvée en ligne



Marmites en aluminium (recommandée uniquement si l'on ne va pas chauffer à un degré élevé)/Image trouvée en ligne



Marmite en Inox (recommandée pour la cuisson)/Image trouvée en ligne

à les remplacer. La baisse du plombémie chez les enfants a été spectaculaire en quelques mois.

#### Et les autorités ? Ce que Afrikasanté suggère

Afrikasanté appelle les ministères de la Santé et du Commerce à : Fixer une norme nationale pour les ustensiles de cuisine (teneur maximale en plomb, cadmium,

les résidus industriels). Afrikasanté suggère de Subventionner les marmites en fonte ou en acier inoxydable pour les ménages vulnérables via les mutuelles de santé ou les cantines scolaires ; Lancer des campagnes radio en langues locales (Ewé, Kabyè, Wolof, Bambara, Peul, Lingala, Swahili etc...) pour alerter sur les dangers et diffuser les gestes simples.

#### Conseils pratiques à retenir

Les marmites artisanales en aluminium peuvent libérer plomb, aluminium, cadmium, arsenic.

Le plomb est un poison cérébral : Même à faible dose, il abaisse le QI des enfants.

Les aliments acides (tomates, citron) et les cuissons longues aggravent le relargage.

Des alternatives existent : Fonte, inox, terre cuite, aluminium anodisé.

Un geste simple : Une marmite en terre cuite pour les sauces, et toute la famille respire mieux.

**Edem Dadzie**  
Expertise : Afrikasanté



## Communiqué de presse V2

Mixx accélère l'adoption de l'interopérabilité dans l'UEMOA avec des transferts de Mixx Togo vers la zone UEMOA à 0 FCFA. Lomé, le 11 mai 2026 – Lancée officiellement le 13 avril 2026, l'interopérabilité de Mixx Togo (PI-SPI) continue de transformer les transferts d'argent dans l'espace UEMOA. Elle est le premier Etablissement de Monnaie Electronique (EME) au Togo à connecter ses utilisateurs aux banques, institutions de microfinance et autres services mobile money de la sous-région. Plus de cinquante (50) banques et opérateurs de mobile money sont ainsi connectés à Mixx Togo : citons par exemple, toutes les filiales UEMOA d'Ecobank, Orabank et BOA, ainsi que Mixx Sénégal ou encore Orange Money Côte d'Ivoire et Burkina Faso.

La disponibilité de ce service permet aux utilisateurs de Mixx de profiter de transferts gratuits de leur banque à leur wallet Mixx. Mixx renforce aujourd'hui cette dynamique avec une offre promotionnelle exceptionnelle : 0 FCFA de frais sur tous les envois de Mixx vers la zone UEMOA.

Grâce à l'interopérabilité portée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à travers la plateforme PI-SPI, les utilisateurs Mixx peuvent désormais envoyer et recevoir de l'argent instantanément entre différents établissements financiers opérant dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

Cette innovation permet notamment :

- D'envoyer de l'argent vers des comptes bancaires ou wallets mobile money au Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Niger et Guinée-Bissau,
- De recevoir des transferts provenant d'autres banques ou services financiers de la zone UEMOA,
- Ou encore d'effectuer des paiements marchands via le QR Code interopérable.

Dans le cadre de cette phase d'accélération, Mixx invite tous les utilisateurs qui ne dispose pas encore de leur alias de faire la création de leur alias afin de profiter pleinement du service. Créer son alias permet aux utilisateurs de recevoir et d'envoyer de l'argent plus facilement dans tout l'écosystème interopérable de l'UEMOA.

Pendant toute la durée de la campagne promotionnelle tente de transférer GRATUITEMENT de l'argent de ton wallet Mixx vers les institutions financières de la zone UEMOA.

Cette initiative vise à encourager l'adoption des transferts régionaux digitaux tout en renforçant la position de Mixx comme solution simple, pratique et compétitive pour les envois transfrontaliers.

« Depuis le lancement de l'interopérabilité en avril dernier, nous constatons un réel engouement des utilisateurs pour les transferts régionaux instantanés. Avec cette promotion à 0 FCFA, nous souhaitons permettre au plus grand nombre de découvrir la simplicité, la rapidité et la sécurité des envois de Mixx vers la zone UEMOA », a déclaré Mme Catherine Savery, Directrice Générale de Mixx Togo. Mixx s'appuie sur un vaste réseau de plus de 5 millions d'utilisateurs, 31 000 agents et 26 000 commerçants au Togo afin de garantir un accès large et immédiat aux services d'interopérabilité dans tout le pays.

Le service est accessible via la Super App Mixx Togo (Android, iOS et Huawei) ainsi que via la syntaxe \*145#.

### À propos de Mixx

A travers sa marque Mixx, TMONEY SA est la première fintech autorisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à opérer en tant qu'Etablissement de Monnaie Electronique (EME) au Togo. Grâce à son écosystème en expansion et à ses services innovants, Mixx continue de jouer un rôle clé dans la connexion des clients au système financier global au Togo et dans l'ensemble de la région de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Les services Mixx sont accessibles via la Super App Mixx Togo (Android, iOS, Huawei) et la syntaxe \*145#. L'inscription et l'utilisation sont gratuites.

### Contacts

- Sefa Husunukpe, Directeur Commercial, 90 05 56 55
- Rachida Nana-Chevreuril, Manager Manager, 70 78 98 98

**Mixx by Yas**

**Place de la Réconciliation, Quartier Atchanté, Lomé, Togo**

**corporate@mixx.tg**

**www.yas.tg/mixx-by-yas**



TMONEY SA

# Envoie et reçois instantanément de l'argent

du Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée Bissau\*

Mixx, le 1<sup>er</sup> et seul opérateur Mobile Money au Togo à connecter toute l'UEMOA.



\*Pays de la zone UEMOA